

EMPIRE ET MULTITUDE

La banalité du discours dominant ou l'art d'esquiver les vraies questions

I. Empire post impérialiste ou phase nouvelle du déploiement impérialiste ?

- Hardt et Negri (désormais H et N) ont choisi de qualifier le système mondial en place aujourd'hui d'« Empire », et précisé qu'ils entendaient par là en distinguer les caractères constitutifs essentiels de ceux par lesquels « l'impérialisme » peut être défini. La démonstration de cette proposition, fondée sur une définition de l'impérialisme réduit à sa dimension strictement politique (l'extension du pouvoir formel d'un Etat au-delà de ses frontières) – c'est-à-dire en fait confondant impérialisme et colonialisme – est parfaitement tautologique : le colonialisme n'existe plus, donc l'impérialisme également. Mais cette proposition creuse flatte le discours idéologique étatsunien commun selon lequel les Etats-Unis – en contraste avec les Etats européens – n'ayant jamais aspiré à constituer à leur profit un Empire colonial, n'auraient de ce fait jamais été « impérialistes » (et donc ne le sont pas plus aujourd'hui qu'hier, comme Bush nous le rappelle). La tradition du matérialisme historique propose une analyse du monde moderne fort différente, centrée sur l'identification des exigences de l'accumulation du capital, et singulièrement de ses segments dominants. Poursuivie à l'échelle mondiale cette analyse permet alors de découvrir les mécanismes qui produisent la polarisation de la richesse et du pouvoir et de construire une économie politique de l'impérialisme.

H et N ignorent rigoureusement tout ce qui a été produit dans cet esprit non seulement par le marxisme mais également par les autres écoles de l'économie politique. En lieu et place ils reprennent le juridisme à la Duverger ou la politologie vulgaire de l'empirisme anglo-saxon. « L'impérialisme » devient alors une caractéristique commune partagée à travers le temps et l'espace par les « Empires » romain, ottoman, colonial britannique ou français, austro-hongrois, russe et soviétique, dont l'effondrement – inévitable – est rapporté à des « causes analogues ». On n'est ici plus près du journalisme dans ce qu'il comporte de plus superficiel que d'aucune lecture sérieuse de l'histoire ; mais encore une fois on flatte la mode du jour (après « l'effondrement du Mur de Berlin »).

- Nul ne conteste que les évolutions que le capitalisme et le système mondial ont connues au cours des vingt dernières années impliquent des transformations qualitatives du système dans toutes ses dimensions. Autre chose est de souscrire au discours dominant, selon lequel la révolution « scientifique et technologique » aurait par elle-même produit des formes de la gestion économique et politique de la planète qui « dépassent » celles qui étaient jusqu'alors associés à la défense des seuls « intérêts nationaux », et que cette évolution serait « positive ». Ce discours dominant procède de graves simplifications. Les segments dominants du capital opèrent bien dans l'espace transnational du capitalisme mondial, mais le contrôle de ces segments reste dans les mains des groupes financiers encore terriblement « nationaux » (c'est-à-dire basés aux Etats-Unis, ou en Grande Bretagne, ou en Allemagne, pas même en « Europe » qui sur le plan n'existe pas comme telle). Par ailleurs la reproduction économique du système est, aujourd'hui comme hier, impensable sans mise en œuvre parallèle de la « politique » qui en module les variantes. L'économie capitaliste n'existe pas sans « Etat », sauf dans la vulgate idéologique et creuse du libéralisme. Or il n'y a toujours

pas d'Etat transnational, « mondial ». Les vraies questions, éludées par le discours dominant de la globalisation, concernent ces contradictions qui opposent les logiques de l'accumulation mondialisée des segments dominants des capitalismes centraux (les « oligopoles ») et celles qui commandent la « politique ».

Le système de H et N présenté sous le vocable gentil « d'Empire » procède donc de la vision naïve de la mondialisation servie par le discours dominant. Dans cette vision la transnationalisation aurait déjà aboli l'impérialisme (et les impérialismes en conflit) pour lui substituer un système dont le centre n'est plus que nulle part et partout. Le contraste centres/périphéries (qui définit le rapport impérialiste) serait déjà « dépassé ». H et N reprennent ici un discours vulgaire fréquent selon lequel puisqu'il y a un « premier monde » de « riches » dans le « tiers monde » et un « tiers monde » de pauvres dans le premier, il n'y a pas de sens à opposer premier et tiers mondes. Certes il y a des riches et des pauvres en Inde comme aux Etats-Unis, puisque nous sommes tous encore dans des sociétés de classes intégrées dans le capitalisme mondial. Est-ce à dire que les formations sociales de l'Inde et des Etats-Unis sont identiques ? Et que la distinction entre le rôle actif dans le façonnement du monde que les uns jouent et le rôle passif de ceux qui ne peuvent que « s'ajuster » aux exigences du système mondialisé n'a plus de sens ? En réalité cette distinction est aujourd'hui plus pertinente que jamais. Dans la phase antérieure de l'histoire contemporaine (1945-1980) les rapports de force entre les pays impérialistes et les pays dominés étaient tels qu'ils avaient permis la mise à l'ordre du jour du « développement » des périphéries, laissant entrevoir la possibilité pour celles-ci de s'imposer comme agents actifs dans la transformation du monde. Aujourd'hui ces rapports ont basculé en faveur du capital dominant au point d'abolir le discours du développement, auquel est substitué celui de « l'ajustement ». Autrement dit le système mondial d'aujourd'hui (celui de « l'Empire ») n'est pas moins impérialiste, mais plus impérialiste que celui qui le précédait !

H et N auraient été contraints de s'en rendre compte s'ils avaient seulement pris connaissance de ce qu'écrivent les porte paroles du capital dominant. Aussi incroyable que cela puisse paraître ils ne le font pas du tout. Pourtant l'establishment des Etats-Unis dans toutes ses composantes majeures (démocrates et républicains) affiche les objectifs de leur plan : monopoliser l'accès aux ressources naturelles de la planète pour leur permettre de perpétuer leur mode de vie de gaspillage, fut-ce au détriment des autres peuples, empêcher toute puissance grande ou moyenne de devenir un concurrent capable de résister aux injonctions de Washington, parvenir à ces résultats par le contrôle militaire de la Planète.

H et N ont simplement repris le discours courant selon lequel le « nationalisme » et le « communisme » auraient définitivement fait faillite et que, de ce fait, le retour au libéralisme mondialisé constituerait un progrès objectif. Les « insuffisances » du système, s'il y en a, ne peuvent être corrigées qu'en agissant à l'intérieur de sa logique, pas en la combattant. On comprend les raisons qui expliquent que Negri ait rejoint les rangs de l'Europe atlantiste et appelé à soutenir son projet de constitution ultra libérale inféodée à Washington. Mais l'histoire réelle du « nationalisme » et du « communisme » en question n'a pas grand chose à voir avec ce qu'en dit la propagande libérale. Les transformations sociales qu'ils ont inspiré ont pendant trois décennies dans l'Occident social démocrate du Welfare State, dans les pays du socialisme réellement existant et dans les expériences du populisme national radical du tiers monde, contraignant le capital à s'ajuster, lui, à des exigences sociales qui sortaient de la logique de sa domination, faisant reculer les ambitions de l'impérialisme, ont été gigantesques, largement positives en dépit de leurs limites imposées d'ailleurs par le caractère

insuffisant du radicalisme des projets en question. Le retour (provisoire) au libéralisme permis par l'érosion puis l'effondrement des projets de la période précédente de l'histoire contemporaine ne constitue pas « un pas en avant », mais une impasse.

- Les vraies questions concernant le monde contemporain ne peuvent être formulées qu'en sortant du discours libéral de H et N. Des thèses importantes – et diverses bien entendu – ont été produites sur ces questions, entre autre dans la perspective de renouvellement du matérialisme historique que H et N ignorent. Je me contenterai ici de rappeler les très grandes lignes de celles que j'ai proposées sur le sujet : L'impérialisme se manifestait dans le passé à travers le conflit permanent des puissances impérialistes (au pluriel). La centralisation grandissante du capital oligopolistique a fait émerger un impérialisme désormais « collectif », celui de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon). Dans ce sens les segments dominants du capital partagent des intérêts communs dans la gestion à leur profit de ce nouveau système impérialiste. Mais la gestion politique unifiée de ce système se heurte à la pluralité des Etats. Les contradictions au sein de la triade se déploient alors non sur le terrain de la divergence des intérêts du capital oligopolistique dominant mais sur celui de la diversité des intérêts que les Etats représentent. J'ai résumé cette contradiction en une phrase : l'économie rassemble les partenaires du système impérialiste, la politique divise les nations concernées.

II. La multitude constituante de la démocratie ? Ou l'expression maladroite du bloc hégémonique assurant la reproduction de la domination du capital ?

- L'idéologie libérale propre au capitalisme place l'individu au devant de la scène. Peu importe que dans sa construction historique – celle des Lumières – l'individu en question devait être un homme éduqué et propriétaire, un bourgeois capable de ce fait de faire un usage libre de la Raison. Il s'agit là d'une avancée émancipatrice indestructible. Au-delà du capitalisme, le socialisme ne peut être pensé comme un retour en arrière, négateur de l'individu. La démocratie bourgeoise – en dépit des limites étroites dans lesquelles le capitalisme l'enferme – n'est pas « formelle », mais tout à fait réelle, même si elle reste incomplète. Le socialisme sera démocratique ou ne sera pas. Mais j'ai accompagné cette phrase par son complément nécessaire : il n'y aura pas non plus de progrès démocratique sans remise en cause du capitalisme. Démocratie et progrès social sont inséparables. Les socialismes réellement existants du passé n'ont certainement pas respecté cette exigence et ont pensé pouvoir réaliser le progrès sans démocratie ou avec aussi peu de démocratie que dans le capitalisme lui-même. Mais il faut ajouter aussi que les défenseurs de la démocratie aujourd'hui, dans leur grande majorité, ne sont guère plus exigeants et pensent la démocratie possible, sans nécessairement progrès social visible, encore moins remise en question des principes du capitalisme. H et N sortent-ils de cette catégorie de démocrates libéraux ?

Le fondement individualiste de l'idéologie libérale érige l'individu en sujet de l'histoire en dernier ressort. Cela n'est pas vrai, ni pour ce qui est de l'histoire des systèmes antérieurs (qui par la définition même des Lumières ignorent l'individu), ni même pour l'histoire du capitalisme, qui est celle d'un système fondé sur le conflit de classe lesquelles sont elles, les sujets véritables de ce chapitre de l'histoire. Mais l'individu devrait devenir le sujet de l'histoire à venir dans le socialisme avancé.

H et N pensent que nous sommes parvenus à ce point de renversement de l'histoire, que les classes (et encore moins les Nations ou les peuples) ne sont plus les sujets de l'histoire, et que l'individu l'est devenu (ou est en passe de le devenir). Ce renversement constitue l'acte de

naissance de ce qu'ils appellent « la multitude », définie en terme de « totalité des subjectivités productives et créatrices ».

Pourquoi et comment se serait opéré ce renversement ? Les textes de H et N demeurent fort vagues sur ces questions. On note ici le passage au « capitalisme cognitif » ou l'émergence de la « production immatérielle », là celle de la nouvelle société « en réseaux » ou de la « déterritorialisation », ailleurs référence est faite aux propositions de Foucault concernant le passage de la société disciplinaire à la société de contrôle etc. Tout ce qui a été dit – de bon ou de mauvais selon les uns ou les autres, d'indiscutable parce que platitude ou de fort discutabile – au cours des trente dernières années est jeté pèle mêle dans la grande marmite à préparer l'avenir. Un compendium des modes en cours entraîne difficilement la conviction. Au demeurant la similitude avec les thèses formulées par Castells concernant la « société en réseaux » et les développements popularisés par Rifkin, Reich et d'autres vulgarisateurs étatsuniens est telle qu'on est en droit de se poser la question : quoi de neuf et d'important dans tout ce fatras ?

Je proposerai donc une autre hypothèse pour rendre compte de l'invention de la « multitude » en question. Notre moment est celui de la défaite des mouvements sociaux et politiques puissants qui ont façonné le XXe siècle (mouvements ouvriers et socialistes, mouvements de libération nationale). La perte de perspective que toute défaite entraîne produit des effets d'agitations éphémères et le foisonnement de propositions para théoriques qui les légitiment et laissent entendre qu'elles constituent le moyen « efficace » de « transformer le monde » (même sans le vouloir) ... dans le bon sens de surcroît. Ce n'est que progressivement que se cristallisent des formulations nouvelles authentiques cohérentes et efficaces, qui prennent leur distance à l'égard du passé dont elles ne proposent pas un « remake », qui intègrent effectivement les réalités nouvelles produites par l'évolution de la société dans toutes ses dimensions. Des contributions allant dans ce sens, discutables et diverses, existent. Je ne range pas le discours de H et N parmi celles-ci.

Les propositions que H et N tirent de leur discours sur la « multitude » témoignent d'ailleurs, par leur formulation même, de l'impasse dans laquelle ils se sont enfermés. La première de ces propositions concerne la démocratie qui, pour la première fois dans l'histoire, serait en passe de devenir une possibilité réelle à l'échelle globale. La multitude est d'ailleurs définie comme la force « constituante » (de la démocratie). Proposition superbement naïve. Va-t-on dans ce sens ? Au-delà de quelques apparences superficielles (quelques élections ici ou là) dont se contente évidemment le discours des pouvoirs libéraux (et singulièrement celui de Washington), la démocratie – nécessaire et possible – est en crise. Elle est menacée de perte de sa légitimité au bénéfice de fondamentalismes religieux ou ethnistes (je ne considère pas les régimes ethnocratiques de l'ex Yougoslavie comme un progrès démocratique !). Des élections qui renversent le pouvoir d'une mafia (par exemple au service de l'autocratie russe) pour le remplacer par celui d'une autre mafia (financée par la CIA !) constituent-elles un progrès de la démocratie ou une farce manipulée ? Le déploiement du projet impérialiste de contrôle de la planète n'est-il pas à l'origine d'attaques frontales réductrices des droits démocratiques élémentaires aux Etats-Unis ? En Europe le consensus libéral auquel se sont ralliées les forces politiques majeures de droite et de gauche n'est-il pas en passe de délégitimer les procédures électorales ? H et N sont muets sur toutes ces questions. La seconde concerne la « diversité de la multitude ». Mais les formes et contenus qui définissent les composantes (diverses) de la multitude ne sont guère précisées. Les forces qui produisent et/ou réduisent cette diversité ne le sont guère davantage. Des contradictions majeures traversent de ce fait tout le texte de H et N. Par exemple la mondialisation en cours est censée,

selon eux, réduire les « différences » entre centres et périphéries (sans quoi cette mondialisation demeure de nature impérialiste). Le monde réel évolue dans le sens inverse par l'accusation des « différences » et la construction de l'apartheid à l'échelle mondiale. La diversité invoquée par H et N à l'intérieur des composantes locales du système (en fait des seules sociétés de l'Amérique du nord et de l'Europe occidentale) est elle-même de nature « diverse » : il y a (parfois, comme aux Etats-Unis) des « communautés » (ethniques ou para ethniques), il y a des aires religieuses ou linguistiques diverses, il y a aussi des classes, peut être ! qu'il serait bon de redéfinir à partir de la transformation des réalités sociales ! Quand on aura aligné toutes ces diversités on n'aura encore rien dit : comment s'articulent-elles dans la production, reproduction et transformations des systèmes ? Impossible de répondre à ces questions fondamentales sans conceptualisation de ce que j'appelle les « cultures politiques ». Dans ces domaines également il existe des contributions positives sérieuses, à discuter certes, mais certainement pas à ignorer. H et N n'ont rien apporté ici qu'on puisse mentionner à l'actif de leur thèse.

L'invention du renversement prétendu qui aurait érigé l'individu au statut de sujet historique et la multitude en force constituante de son projet de démocratie est une invention « idéaliste ». Elle suppose qu'il y a eu un renversement dans le monde des idées sans transformation dans celui des rapports sociaux réels. Non que je suggère ici que les idées ne sont jamais que des reflets passifs de la réalité. J'ai développé le point de vue opposé, fondé sur la reconnaissance de l'autonomie des « instances ». Les idées peuvent donc être en avance sur leur temps. La question ne concerne pas ici cette proposition générale ; elle concerne les idées en vogue aujourd'hui (le « post modernisme », entre autre à la H et N) : sont-elles en avance sur leur temps ? Ou seulement l'expression, naïve, confuse et contradictoire, de la réalité du moment, un moment de défaite pas encore dépassé ? Dans ces conditions la « multitude » peut être devenue une réalité constituée de « diversités indécises et variées, désarticulées. Elle peut prendre l'apparence d'opérer comme une « force réelle » (une majorité électorale forte par exemple). Mais en réalité cette réalité n'est guère qu'éphémère, destinée à laisser la place à une construction contradictoire articulée, comme toujours dans l'histoire.

Dans quelques années la page de la « multitude » sera probablement tournée, comme le fut celle de l'opéraïsme des années 1970, pour la même raison : la fixation sur le partiel et l'éphémère, comme l'a noté Atilio Boron.

- La culture politique qui se profile derrière le discours de H et N est celle du libéralisme au sens étatsunien du terme. Cette culture politique considère la Révolution américaine et la Constitution adoptée à cette occasion comme l'évènement décisif qui ouvre la page de la modernité. Comme l'écrit Hannah Arendt dont s'inspirent H et N cette révolution ouvre l'ère de la « quête illimitée de la liberté politique ». Aujourd'hui l'émergence de la multitude, force constituante de la démocratie « possible pour la première fois à l'échelle mondiale » couronne donc la victoire (positive) de « l'américanisation du monde ».

Le ralliement au libéralisme étatsunien s'accompagne nécessairement de la dévaluation des itinéraires différents des autres nations, en particulier de la « vieille Europe », comme l'a formulé Hannah Arendt en opposant la révolution américaine à la « lutte limitée contre la pauvreté et l'inégalité » à laquelle la révolution française est réduite (sic). L'époque – celle de la guerre froide entre autre – exigeait que soient dénigrées toutes les grandes révolutions des temps modernes (la française, la russe, la chinoise), viciées dès le départ par leur « tendance totalitaire » selon le discours du libéralisme étatsunien, devenu après la seconde guerre

mondiale le fer de lance de la contre révolution. La survivance exclusive du « modèle américain », dont la Révolution et la Constitution inauguratrices ne remettaient en question aucune des exigences du déploiement du capitalisme impliquait que l'héritage de celles des révolutions qui avaient bien remis en question ces exigences (comme ce fut le cas dès le moment de radicalisation jacobine de la révolution française) soit répudié. La dénonciation de la révolution française (Furet), l'antisoviétisme banal, les accusations portées à l'endroit du maoïsme constituent quelques uns des panneaux majeurs de cette contre révolution dans la culture politique.

Or sur ce plan H et N demeurent rigoureusement muets. Ils ignorent systématiquement toute la littérature (en grande partie étatsunienne d'ailleurs) critique de la révolution américaine qui a établi depuis longtemps que la Constitution des Etats-Unis a été systématiquement construite pour écarter tout danger de dérive « populaire ». Et le succès dans ce sens est réel, faisant baver d'envie tous les réactionnaires européens qui ne sont jamais parvenus à le faire (Mr G. d'Estaing n'a-t-il pas dit de la constitution du projet ultra libéral européen qu'elle était « aussi bonne » que celle des Etats-Unis !)

- Les « aspirations » de la multitude érigée en force constituante de l'avenir sont réduites à peu de choses : la liberté, en particulier celle d'émigrer, le droit à un salaire social garanti. Dans le souci sans doute de ne pas sortir de ce que permet le libéralisme étatsunien le projet ignore délibérément tout ce qui pourrait être qualifié d'héritage du mouvement ouvrier et socialiste, en particulier l'égalité rejetée par la culture politique étatsunienne. Il est difficile de croire au pouvoir transformateur d'une citoyenneté mondiale (et européenne) émergente alors que les politiques mises en œuvre dépouillent la citoyenneté de son efficacité à la base.

La construction d'une alternative réelle au système contemporain du capitalisme libéral mondialisé comporte d'autres exigences. En particulier la reconnaissance de la gigantesque variété des besoins et des aspirations des classes populaires à travers le monde. En fait H et N éprouvent beaucoup de difficulté à imaginer les sociétés de la périphérie (85 % de la population humaine), et les débats qui concernent la tactique et la stratégie de construction d'une alternative progressiste, démocratique, efficace dans les conditions concrètes et spécifiques des différents pays et régions du monde ne paraissent jamais les avoir intéressé. La « démocratie » promue par l'intervention des Etats-Unis permettrait-elle de dépasser la farce électorale à la façon Ukraine par exemple ? Peut-on réduire les droits des « pauvres » qui peuplent la Planète, à celui « d'émigrer » dans l'Occident opulent ? Et si le salaire social garanti peut constituer une revendication défendable, peut-on avoir la naïveté de croire que son adoption abolirait le rapport capitaliste qui permet au capital qui emploie le travail (et de ce fait l'exploite et l'opprime) au bénéfice du travailleur désormais en position d'utiliser librement le capital et de cette manière affirmer le potentiel de sa créativité ?

La réduction du sujet historique à « l'individu » et leur réunion dans une « multitude » évacue les questions véritables concernant la reconstruction de sujets historiques à la hauteur des défis de notre époque. Au silence de H et N sur le sujet on pourrait opposer bien d'autres contributions importantes. Sans doute les socialismes et communismes historiques ont-ils eu tendance à réduire le sujet majeur de l'histoire moderne à la « classe ouvrière ». Un reproche qu'on pourrait d'ailleurs adresser au Negri de l'opéraïsme. En contrepoint j'ai proposé une analyse du sujet historique comme constitué par les blocs sociaux particuliers capables, dans les phases successives de la lutte des peuples, de transformer effectivement les rapports de force sociaux au bénéfice des classes et des peuples dominés.

Dans le moment actuel relever le défi implique qu'on avance dans la construction de blocs hégémoniques démocratiques, populaires et nationaux capables de renverser les pouvoirs exercés par les blocs hégémoniques impérialistes ici et compardore là, dans des conditions concrètes trop différentes d'un pays à l'autre pour qu'aucun modèle général (style « multitude » ou autre) fasse sens,. Dans cette perspective l'association des avancées démocratiques et des progrès sociaux pourra s'inscrire dans la longue transition au socialisme mondial, comme l'affirmation de l'autonomie des peuples, des Nations et des Etats permettra de substituer une mondialisation négociée à la mondialisation unilatérale imposée par le capital dominant (dont l'Empire fait l'éloge!), et par là même de déconstruire progressivement le système impérialiste en place. L'approfondissement des débats sur ces vraies questions est, sans aucun doute, autrement plus prometteur que la poursuite de l'examen de ce que pourrait être la « multitude ».

III. La culture politique de l'Empire et de la Multitude est-elle à la hauteur du défi ?

- La mode est aujourd'hui au « culturalisme » c'est-à-dire à une vision de la pluralité humaine fondée sur quelques invariants dits culturels, en particulier la religion et l'ethnicité. Le déploiement des « communautarismes » et l'invitation à la reconnaissance de la « pluriculturalité » sont les produits de cette vision de l'histoire. Celle-ci n'est pas celle de la tradition du matérialisme historique, laquelle tente d'articuler les luttes de classes des temps modernes aux modalités et conditions de la participation des peuples concernés au système du capitalisme mondialisé. Les analyses produites dans le cadre de ces questionnements permettent alors de comprendre la variété des itinéraires parcourus par les différentes nations, d'identifier la spécificité des contradictions qui opèrent à l'intérieur des sociétés concernées et à l'échelle du système global. Ces analyses portent donc sur ce que j'appelle la formation des cultures politiques des peuples du monde moderne.

La question que je pose ici concerne la culture politique sous jacente aux écrits de H et N. S'inscrit-elle dans la tradition de la culture politique du matérialisme historique ou dans celle du culturalisme ? J'ai proposé (dans *Le virus libéral*) une lecture des deux itinéraires (« européen » d'une part, étatsunien de l'autre) de la formation des cultures politiques des peuples concernés. Je n'en rappellerai ici que fort brièvement les grandes lignes.

La formation de la culture politique sur le continent européen est le produit d'une succession de grands moments structurants qui sont : les Lumières et l'invention de la modernité, la Révolution française, le développement du mouvement ouvrier et socialiste et l'émergence du marxisme, la révolution russe. Cette succession d'avancées n'a certainement pas assuré une gestion politique des sociétés européennes par les « gauches » successives produites par ces moments. Mais elle a façonné sur le continent le contraste droite/gauche. La contre révolution triomphante a imposé des restaurations (après les révolutions française et russe), des reculs de la laïcité et des compromis avec les aristocraties et les Eglises, des remises en question de la démocratie libérale. Elle est parvenue à faire adhérer les peuples concernés aux projets impérialistes du capital dominant et a mobilisé à cette fin des idéologies nationalistes chauvines qui ont connu leur plus grande gloire à la veille de 1914.

La succession des moments constitutifs de la culture politique étatsunienne est tout à fait différente. Ces moments sont : l'installation en Nouvelle Angleterre de sectes protestantes anti- Lumières, le contrôle de la révolution américaine par la bourgeoisie coloniale, en particulier par sa fraction esclavagiste dominante, son alliance avec le peuple fondée sur

l'expansion des frontières, impliquant le génocide des Indiens, la succession de vagues de migrants faisant avorter la maturation d'une conscience politique socialiste et lui substituant le « communautarisme ». Une succession marquée fortement par la dominance permanente de la droite, qui ont fait des Etats-Unis le pays le « plus sûr » pour le déploiement du capitalisme.

Aujourd'hui l'une des batailles majeures qui décidera du sort de l'humanité tourne autour de « l'américanisation » de l'Europe. Son objectif est de détruire l'héritage culturel et politique européen et de lui substituer celui qui domine aux Etats-Unis. Cette option ultra réactionnaire est celle des forces politiques dominantes dans l'Europe actuelle et a trouvé une traduction parfaite dans le projet de constitution européenne. L'autre bataille est celle qui oppose le « Sud » (85 % de l'humanité) victime du projet impérialiste de la triade au « Nord » du capital dominant. H et N ignorent les enjeux de ces deux batailles décisives.

L'éloge inconsidéré qu'ils font de la « démocratie » étatsunienne fait contraste avec les écrits des analystes critiques de la société nord américaine, rejetées d'emblée parce que leur « anti américanisme » les disqualifierait (aux yeux de qui ? de l'establishment étatsunien ?). Je ne citerai ici que l'ouvrage récent d'Anatol Lieven dont les conclusions rejoignent largement les miennes en dépit de nos points de départ idéologiques et scientifiques différents. Lieven articule la tradition démocratique étatsunienne (dont personne ne saurait contester la réalité), à celle de l'obscurantisme des origines (qui se perpétue et se reproduit par vagues successives) – et qui fait que sur ce plan la société des Etats-Unis est plus proche du Pakistan qu'elle ne l'est de la Grande Bretagne - , et à celle de la conquête de l'Ouest (qui fait considérer tous les autres peuples comme des « Peaux Rouges » qui n'ont droit à la vie qu'à condition de ne pas gêner les Etats-Unis). Le déploiement du nouveau projet impérialiste de la classe dirigeante des Etats-Unis exige alors un redoublement d'un nationalisme agressif, devenu désormais idéologie dominante outre Atlantique, rappelant l'Europe de 1914, non celle d'aujourd'hui. Sur tous les plans donc les Etats-Unis ne sont pas « en avance » sur la « vieille Europe », mais en retard d'un siècle, c'est la raison pour laquelle le « modèle américain » est celui de la droite, et malheureusement de la gauche ralliée au libéralisme dans le moment actuel, dont H et N.

Au-delà des deux thèses de l'Empire (« l'impérialisme est dépassé ») et de la Multitude (« l'individu est devenu le sujet de l'histoire »), le discours de H et N se déploie sur le ton de la résignation : il n'y a pas d'alternative à la soumission aux exigences de la phase actuelle de déploiement capitaliste, on ne pourra en combattre les méfaits qu'en s'y intégrant. C'est le discours de notre moment de défaite non dépassé. C'est celui de la social-démocratie ralliée au libéralisme, c'est celui des pro-Européens ralliés à l'atlantisme. La renaissance d'une gauche digne de ce nom, capable d'imposer des avancées au bénéfice des peuples, exige une rupture radicale avec ce genre de discours.

Notes :

1. Les deux livres de H et N considérés ici n'abordent pas directement un grand nombre de questions fondamentales concernant « ce qu'il y a de nouveau » dans le capitalisme – les questions dites du capitalisme cognitif, ou financier, celles qui concernent l'organisation du travail et de la production, les questions de géopolitique. Je ne leur en fais pas le reproche, mais seulement celui d'en avoir « tiré » les conséquences qui pouvaient servir leurs thèses. Des lectures très différentes des transformations en question existent, que discuterai dans d'autres occasions. *Empire* avait été écrit avant le 11 septembre 2001 , ce qui ne justifie en rien que H et N aient accepté le discours vulgaire de la propagande de Washington qui

prétend n'intervenir qu'à la demande des peuples, pour des raisons humanitaires, pour la défense de la démocratie, sans la moindre considération pour d'éventuels intérêts matériels égoïstes ! (sic ! E pp 227 et suiv.). La reprise sans critique de l'éloge libéral des vertus de la culture politique étatsunienne traverse les deux ouvrages de part en part (E pages 209 et suiv puis 488 et suiv). L'image donnée de la « nouvelle société » en construction frôle souvent le ridicule : on apprend ainsi que les dirigeants des transnationales ignoreraient le racisme et le sexisme(E p 198) ou que les formes nouvelles du travail produisent de l'affect positif dont un exemple est donné par les hôtesses de l'air qui travaillent avec le sourire (sic ! M p 135).

2.Samir Amin, *Le virus libéral* ; Le temps des cerises, 2003 ; cf les développements concernant les cultures politiques , pages 62-90.

3.Atilio Boron, *Empire et impérialisme*, L'Harmattan 2003 ; une critique décapante de l'Empire.

4.Anatol Lieven, *Le nouveau nationalisme américain* ; JC Lattès 2005.